

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne  
43 rue du Docteur Duroselle  
16 000 Angoulême

Angoulême, le 22/06/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 23/04/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **LIBAUD**

LES MAISONS ROUGES  
5 route de la plaine  
16460 Chenon

Références : 2026 891 UbD 16-86 ENV16  
Code AIOT : 0100077021

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/04/2026 dans l'établissement LIBAUD implanté LES MAISONS ROUGES 5 route de la plaine 16460 Chenon. L'inspection a été annoncée le 10/04/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- LIBAUD
- LES MAISONS ROUGES 5 route de la plaine 16460 Chenon
- Code AIOT : 0100077021
- Régime : Déclaration
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'entreprise LIBAUD, située au 5 route de la plaine à Chenon (Charente), fait partie des 43 agences de la SAS LIBAUD, dont le siège social se trouve à La Rochelle (17). L'usine de Chenon est spécialisée dans la fabrication de béton préfabriqué et se consacre également à la vente de matériaux destinés aux travaux publics. Elle propose une gamme de matériaux adaptés à diverses applications, notamment l'assainissement, la voirie et l'aménagement urbain. L'entreprise autorisée par récépissé de déclaration en date du 7 février 1992, est soumise à la réglementation en vigueur relative à son activité relevant de la rubrique 2522 de la nomenclature des ICPE. Le site de Chenon emploie environ cinquante salariés. Il s'agit de la première visite d'inspection effectuée sur ce site depuis sa création.

### **Thèmes de l'inspection :**

- Bruits et vibrations
- Eau de surface
- Risque incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                  | Référence réglementaire                               | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|------------------------------------|-------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|
| 2  | Plan                               | Arrêté Ministériel du 26/11/2011, article 3.5         | Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective                                                        | 3 mois                |
| 3  | Collecte des effluents             | Arrêté Ministériel du 26/11/2011, article 5.5         | Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                     | 1 mois et 3 mois      |
| 4  | Rejet des eaux                     | Arrêté Ministériel du 26/11/2011, article 5.7 et 5.11 | Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant                                                        | 3 mois                |
| 6  | Prévention des risques électriques | Arrêté Ministériel du 26/11/2011, article 3.6         | Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective                                                        | 1 mois et 6 mois      |
| 7  | Incendie                           | Arrêté Ministériel du 26/11/2011, article 4.2         | Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                     | 3 mois                |
| 8  | Eau                                | Arrêté Ministériel du 26/11/2011, article 5.4         | Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective                                                        | 1 mois                |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire                       | Autre information |
|----|-------------------|-----------------------------------------------|-------------------|
| 1  | Installations     | Arrêté Ministériel du 26/11/2011, article 1.1 | Sans objet        |
| 5  | Bruit             | Arrêté Ministériel du 26/11/2011, article 8.1 | Sans objet        |

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection fait ressortir que des actions correctives doivent être menées sur la mise à jour concernant différents documents (plans de localisation des stocks de produits dangereux) ainsi que sur le réseau de collecte des effluents aqueux hors zone de production du béton. De plus une attention doit être portée sur le contrôle et l'entretien des installations électriques qui ne sont pas réalisés selon les attendus réglementaires.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Installations

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2011, article 1.1                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <b>Thème(s) :</b> Situation administrative, installations de fabrication                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la déclaration, sous réserve du respect des prescriptions ci-dessous.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <b>Constats :</b><br><br>Lors de sa création et au vu de son récépissé de déclaration initiale de 1992, le site était soumis à la réglementation en vigueur concernant les rubriques 269 et 89 Bis de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. Le 8 octobre 2012, l'entreprise a bénéficié d'un régime de déclaration au titre de l'antériorité pour la rubrique 2522 (Installation de fabrication de produits en béton par procédé mécanique). L'inspection a confirmé que l'activité du site correspondait bien à la rubrique 2522, avec une puissance totale de l'installation s'élevant à 289 kW justifiant bien d'un classement sous le régime de la déclaration du fait d'une puissance < 400 kW. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |

### N° 2 : Plan

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2011, article 3.5                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, stockages produits dangereux                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>L'exploitant tient à jour un plan des stockages indiquant la nature et la quantité maximale des produits dangereux stockés sur le site. Ce plan est daté et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.<br>[...].                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <b>Constats :</b><br><br>Le plan des bâtiments et des zones de stockage des produits dangereux susceptibles de présenter des risques, fournis par l'exploitant en amont de la visite, présente une insuffisance significative en termes de détails.<br>Parmi les éléments manquants, on peut citer : <ul style="list-style-type: none"><li>- pas de vue d'ensemble du site ;</li><li>- échelle inexistante ;</li><li>- pas de rose des vents ;</li><li>- légende incomplète ;</li><li>- localisation imprécise des produits dangereux ;</li><li>- etc.</li></ul><br>Cette insuffisance d'information complique, à la fois la compréhension globale de la configuration |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| du site et l'identification précise des zones de stockage au sein des bâtiments. Ce manque d'éléments pourrait retarder les interventions des services d'incendie et de secours en cas d'urgence, avec des conséquences potentiellement graves pour la sécurité.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant, <b>sous 3 mois</b>, de mettre à jour son plan afin qu'il soit plus complet et informatif. Le documents doit inclure des éléments tels que la localisation précise des espaces de stockage, la nature et la quantité des produits entreposés, ainsi que les accès à l'établissement.</p> <p>La qualité et la précision de ce plan renforcera non seulement l'efficacité des interventions en situation d'urgence, mais contribuera également à une gestion proactive des risques sur le site</p> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <b>Proposition de délais :</b> 3 mois                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |

### N° 3 : Collecte des effluents

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2011, article 5.5                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Réseau de collecte                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le réseau de collecte est de type séparatif permettant d'isoler les eaux résiduaires polluées des eaux pluviales non susceptibles d'être polluées.</p> <p>Les points de rejet des eaux résiduaires sont en nombre aussi réduit que possible. Ils sont aménagés pour permettre un prélèvement aisé d'échantillons et l'installation d'un dispositif de mesure du débit.</p> <p>[...].</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Le plan du réseau de collecte des effluents n'a pas été présenté lors de l'inspection.</p> <p>L'exploitant a déclaré ne pas avoir connaissance de l'existence ou de l'implantation d'un réseau de collecte de type séparatif, ni de la création d'un plan correspondant. Or pour être en conformité avec l'arrêté ministériel supra, l'exploitation doit être équipé d'un réseau de collecte de type séparatif (entre les eaux susceptibles ou non d'être polluées) et d'un plan associé.</p> <p>Lors de la visite et par sondage, plusieurs grilles d'avaloir et des fossés non étanches ont été observés sur le site par l'inspecteur. À ce propos, l'exploitant n'a pas pu fournir d'informations sur le cheminement et la destination des eaux de voirie ou pluviales qui sont raccordées aux grilles et fossés de l'établissement.</p> <p>La visite a également révélé que les différents effluents pourraient être évacués par infiltration dans les sols à travers les fossés, et sans qu'aucune analyse préalable de leur qualité ne soit réalisée, pouvant être de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.</p> |

De plus, il a été constaté que le site ne dispose pas de séparateur à hydrocarbures. Les eaux de voirie, potentiellement contaminées par des égouttures de produits contenant des HCT, par le passage des poids lourds et des engins nécessaires à l'activité. Aucun point de rejet n'a été identifié par l'exploitant.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant, **sous 1 mois**, de justifier la présence ou non d'un réseau de collecte des effluents de type séparatif sur l'ensemble du site et de(s) point(s) de rejet associé(s).

Dans le cas où la présence d'un tel réseau de collecte ne serait pas confirmée, l'exploitant doit, **sous 3 mois**, prendre toutes les mesures nécessaires pour se conformer à l'arrêté ministériel du 26 novembre 2011.

À cet effet, l'exploitant doit faire réaliser une étude, qu'il présentera à l'inspection sous la forme d'un dossier, incluant au minimum :

- un plan d'ensemble complet du futur réseau intégrant l'origine de captage des eaux, les points de collectes, le(s) séparateur(s) d'hydrocarbures, le(s) point(s) de rejet, les vannes, etc ;
- une justification du dimensionnement du réseau projeté ;
- une légende détaillée ;
- les matériaux prévus pour la construction ;
- un calendrier de travaux.

Un plan des réseaux aqueux de l'établissement contenant l'ensemble des items réglementaires est transmis à l'inspection **sous 1 mois**.

De plus, l'exploitant justifie, **sous 3 mois**, que les sols, sous-sol au droit du site n'ont pas été impactés par l'infiltration des eaux de voiries et pluviales mélangées à travers les fossés non étanches. Des investigations environnementales sur des paramètres pertinents doivent être proposées en ce sens.

L'absence d'actions correctives et de justificatifs associés expose l'exploitant à des suites administratives de type mise en demeure.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois et 3 mois

**N° 4 : Rejet des eaux**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/11/2011, article 5.7 et 5.11

**Thème(s) :** Risques chroniques, Valeurs limites de rejet

**Prescription contrôlée :**

**ART 5.7**

Sans préjudice de l'autorisation de déversement dans le réseau public (art. L. 1331-10 du code de la santé publique), les rejets d'eaux résiduaires font l'objet en tant que de besoin d'un traitement permettant de respecter les valeurs limites suivantes, contrôlées, sauf stipulation contraire de la

norme, sur effluent brut non décanté et non filtré, sans dilution préalable ou mélange avec d'autres effluents :

a) Dans tous les cas, avant rejet au milieu naturel ou dans un réseau d'assainissement collectif :

- pH : 5,5 - 9,5 ; - température : < 30 °C.

b) Dans le cas de rejet dans un réseau d'assainissement collectif muni d'une station d'épuration :

- matières en suspension : < 600 mg/l.

Cette valeur limite n'est pas applicable lorsque l'autorisation de déversement dans le réseau public prévoit une valeur (MES) supérieure.

c) Dans le cas de rejet dans le milieu naturel (ou dans un réseau d'assainissement collectif dépourvu de station d'épuration) :

- matières en suspension : la concentration ne dépasse pas 100 mg/l si le flux journalier n'excède pas 15 kg/j, 35 mg/l au-delà.

Dans tous les cas, les rejets sont compatibles avec la qualité ou les objectifs de qualité des cours d'eau.

d) Polluants spécifiques : avant rejet dans le milieu naturel ou dans un réseau d'assainissement collectif urbain :

- chrome total : < 0,1 mg/l ; - chrome hexavalent : < 0,05 mg/l ; - hydrocarbures totaux : < 10 mg/l.

Les valeurs limites fixées aux points a à d sont à respecter en moyenne quotidienne. Aucune valeur instantanée ne doit dépasser le double des valeurs limites de concentration.

#### **ART 5.11**

Une mesure des concentrations des différents polluants visés au point 5.7 est effectuée, par un organisme agréé par le ministre de l'environnement, selon les modalités suivantes :

[...].

#### **Constats :**

En amont de la visite, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées le dernier rapport d'analyse des rejets aqueux réalisé par CERIB le 2 juillet 2025. Ces analyses ont été réalisées sur 3 points, correspondant à des bacs de décantation des eaux recyclées et utilisées pour le process de fabrication du béton.

Aucune des eaux collectées n'est rejetée dans le milieu naturel, et aucun point de rejet associé à ces effluents spécifiques n'a été constaté.

Par conséquent, les analyses réalisées ne correspondent pas à la réalité des effluents rejetés dans le milieu naturel par infiltration (voir point 3).

De nouvelles analyses doivent donc être réalisées sur des secteurs de rejet de l'établissement que l'exploitant doit inventorier.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant, **sous 3 mois**, de procéder aux analyses des effluents rejetés au milieu naturel en identifiant au préalable les zones et les points de rejets de l'établissement. Ces analyses devront porter sur l'ensemble des paramètres réglementaires.

L'absence d'actions correctives et de justificatifs associés expose l'exploitant à des suites administratives de type mise en demeure.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 5 : Bruit**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2011, article 8.1                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Valeurs limites de bruit                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>L'installation est construite, équipée et exploitée de façon telle que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci.<br>Les émissions sonores émises par l'installation ne sont pas à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles définies dans le tableau suivant :<br>De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne dépasse pas, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dB(A) pour la période de jour et 60 dB(A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.<br>[...]<br>Lorsque plusieurs installations classées, soumises à déclaration au titre de rubriques différentes, sont situées au sein d'un même établissement, le niveau de bruit global émis par ces installations respecte les valeurs limites ci-dessus. |
| <b>Constats :</b><br><br>En amont de la visite, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées le dernier rapport d'analyse acoustique réalisé par CERIB, le 16 juillet 2025. Les résultats des diverses mesures effectuées démontrent le respect des seuils acoustiques opposables tant en limite de propriété qu'en ZER.<br><br>Aucun écart ni irrégularité n'ont été relevés au cours de cette analyse, attestant ainsi du respect des normes en matière de nuisances sonores.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |

**N° 6 : Prévention des risques électriques**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2011, article 3.6                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vérification des installations électriques                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Les installations électriques sont entretenues en bon état et sont contrôlées après leur installation ou leur modification par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section V du chapitre VI du titre II du livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques. |
| <b>Constats :</b><br><br>En amont de la visite, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées le dernier rapport de vérification périodique des installations électriques réalisé par le bureau VERITAS, le 20 novembre 2025.                                                                                                                                        |



L'établissement est constitué de cinq bâtiments, répartis sur le site, comprenant des bureaux, un atelier de maintenance et différents bâtiments de production des pièces moulées en béton. L'analyse du rapport électrique a mis en évidence plusieurs anomalies, certaines déjà signalées lors de vérifications antérieure.

Ces anomalies soulèvent des préoccupations en matière de sécurité, notamment :

- Absence ou inadéquation des dispositifs de protection (3 bâtiments concernés)
- Dysfonctionnement des dispositifs différentiels (3 bâtiments concernés)
- Échauffement anormal des équipements (1 bâtiment concerné)
- Entretien insuffisant des armoires électriques (1 bâtiment concerné)

L'exploitant a informé que des travaux correctifs ont été entrepris ou sont en cours pour les non-conformités les plus importantes (sans toutefois l'avoir démontré). De plus, il a assuré que l'ensemble des réparations nécessaires seront achevés d'ici la fin du second trimestre 2026.

L'inspection note toutefois que le certificat Q18 établi à l'issue du contrôle de fin 2025, conclut que les installations ne présentent pas de risques d'incendie et d'explosion.

L'exploitant a indiqué lors de la visite, qu'il s'engage à suivre de près la mise en œuvre de l'ensemble des réparations afin de garantir la conformité et la sécurité des installations électriques sur le site.

Contrôlés par sondage lors de la visite, les équipements métalliques de la centrale béton et d'une unité de soudure des treillis ont bien une liaison à la terre conformément aux règles en vigueur (mise à la terre, liaison équipotentielle...). Aucune non-conformité n'a été constatée.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant, **sous 1 mois**, de transmettre à l'inspection des installations classées, le plan d'actions global de résorption des non-conformités électriques affectant les installations en débutant par celles qui s'avèrent prioritaires en termes d'enjeu sécuritaire.

Par ailleurs, l'exploitant doit, **sous 6 mois au plus tard**, transmettre les justificatifs nécessaires pour démontrer que toutes les non-conformités électriques ont bien été levées.

Une nouvelle vérification des installations électriques devra être réalisée à la suite des travaux de résorption des NC. Le rapport est à transmettre à l'inspection.

L'absence d'actions correctives et de justificatifs associés expose l'exploitant à des suites administratives de type mise en demeure.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois et 6 mois

## N° 7 : Incendie

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2011, article 4.2                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de secours contre l'incendie                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>L'installation est dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques, régulièrement éprouvés et en bon état de fonctionnement, notamment : <ul style="list-style-type: none"><li>- d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux...) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou des points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité minimale permettant de garantir la défense contre un éventuel incendie des installations ;</li><li>- d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés ; [...]</li></ul> Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.<br>[...].                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <b>Constats :</b><br><br>En amont de la visite, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées le dernier rapport de vérification périodique des moyens de secours contre l'incendie réalisé par l'agence sécurité incendie ASI, le 11 avril 2025.<br><br>Aucune anomalie ou non conformité n'a été relevée sur les contrôles périodiques des dispositifs suivants : des extincteurs, des exutoires, coffret CO2 etc.<br><br>Contrôlés par sondage lors de la visite, les extincteurs sont bien présents, visibles et accessibles. Tous les extincteurs disposent d'un affichage informant des agents d'extinction appropriés aux risques à combattre.<br><br>L'établissement dispose de trois poteaux d'incendie situé sur le domaine public à maximum 200 m des bâtiments du site.<br>La dernière vérification de la disponibilité effective des poteaux d'incendie date de 2021.<br><br><b>Pour information</b><br><br>L'exploitant a transmis à l'inspection, en amont de la visite, un avis du SDIS de la Charente, daté du 24 septembre 2021, relatif à l'extension du site d'une surface de 4092 m <sup>2</sup> avec la modification ou la construction de 4 bâtiments (bureaux, atelier de maintenance et bâtiments de production). Cet avis favorable du SDIS inclut néanmoins des prescriptions et préconisations visant à renforcer la défense extérieure contre l'incendie (DECI) en lien avec le risque spécifique du site.<br><br>La défense incendie doit être assurée : <ul style="list-style-type: none"><li>- soit par 3 poteaux incendie assurant en simultané un débit de 180m<sup>3</sup>/h ;</li><li>- soit par une ou plusieurs réserves d'eau, d'un volume total d'au moins 360 m<sup>3</sup> ;</li><li>- soit par la combinaison des deux.</li></ul> De plus, un point d'eau d'un débit de 60 m <sup>3</sup> /h devra être situé à moins de 200 m de la construction la plus éloignée et les autres points d'eau à moins de 400 m. |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Lors de l'inspection, il a été constaté que les extensions étaient bien réalisées mais que l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier l'application de l'intégralité des recommandations mentionnées ci-dessus.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet, <b>sous 3 mois</b>, les documents attestant de la disponibilité effective des débits des poteaux incendie publics proches de l'installation.</p> <p>L'exploitant doit également justifier, d'une part, le dimensionnement de la protection incendie mises en place sur le site après la prise en compte des prescriptions et les risques identifiés dans l'avis du SDIS et d'autre part, qu'au moins un des poteaux, situés à moins de 200 m des installations, permet de garantir un débit de 60 m<sup>3</sup>/h sous 1 bar <i>a minima</i>.</p> <p>L'absence d'actions correctives et de justificatifs associés expose l'exploitant à des suites administratives de type mise en demeure.</p> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <b>Proposition de délais :</b> 3 mois                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |

#### N° 8 : Eau

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2011, article 5.4                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <b>Thème(s) :</b> Autre, Consommation d'eau dans le process                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...]</p> <p>La quantité maximale d'eau consommée par tonne de produits fabriqués est de :<br/> 250 litres/tonne pour les blocs ;<br/> 500 litres/tonne pour les autres produits, à l'exclusion des opérations de surfacage.<br/> L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées la justification du respect de ces ratios.<br/> [...].</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>En amont de la visite, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées les différentes factures de consommation d'eau du site de l'année 2025 établies par la SAUR. Toutefois, ces documents ne permettent pas de déterminer un ratio de la consommation d'eau par tonne de produits, éléments fabriqués.</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant a indiqué que la consommation d'eau destinée au process est de 4500 m<sup>3</sup> pour une fabrication de 90 000 tonnes de béton, soit 50 litres par tonne de production. L'inspection a rappelé qu'il est nécessaire de disposer de données fiables pour pouvoir justifier du respect des seuils réglementaires de consommations spécifiques d'eau par le process.</p> |

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant, **sous 1 mois**, de justifier à l'inspection des installations classées, la conformité pour les années 2023, 2024 et 2025 aux seuils réglementaires de consommations spécifiques d'eau.

L'exploitant transmet également la projection des consommations spécifiques au titre de l'année 2026.

Dans le cas où la conformité n'est pas justifiée, l'exploitant propose la mise en place de systèmes totalisateurs complémentaires au niveau des tuyauteries d'alimentation en eau des différents secteurs du process de production des éléments / blocs en béton pour disposer de données fiables.

Suivant ce même délai, il est demandé, **sous 1 mois**, à l'exploitant d'instaurer un système de suivi plus rigoureux de la consommation d'eau, ce qui lui permettra d'établir des ratios précis et d'optimiser l'utilisation de cette ressource.

|                                                                                                    |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                      |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective |
| <b>Proposition de délais :</b> 1 mois                                                              |